

A Mineo, en Sicile, les autorités locales, gênées par l'arrivée d'immigrés tunisiens, s'inquiètent pour l'avenir

Le Nord et le Sud de l'Italie se divisent sur la question de l'accueil des nouveaux arrivants

Mineo (Italie)
Envoyé spécial

Jamal Al-Kamal commence à bien connaître le sud de l'Italie. Ce Tunisien de 25 ans, arrivé il y a trois semaines à Lampedusa, a d'abord été hébergé au centre d'accueil de l'île puis a été transféré à Bari (Pouilles). Le voilà depuis cinq jours à Mineo, en Sicile, à une soixantaine de kilomètres de Catane. A chacun de ses différents transferts, il a reçu un badge et un nouveau formulaire. « J'ai l'impression qu'on ne veut pas nous laisser aller dans le reste du pays », se désole-t-il.

Cette conviction est aussi celle de nombreux élus du Mezzogiorno. Après un mois d'immigration continue (18 500 personnes ont accosté à Lampedusa depuis le 1^{er} janvier) et alors que les premiers bateaux partis des côtes libyennes sont arrivés à Lampedusa dimanche 27 mars, le gouverneur de Sicile, Raffaele Lombardo, attaque : « On doit prendre acte qu'il y a deux Italies. Une du Nord, qui se protège, et l'autre du Sud, qui doit prendre en charge les immigrants. Pourquoi ne pas dresser des villages d'accueil aussi en Padanie ? [nom donné au Nord de l'Italie par la Ligue du Nord] ». La réponse à la proposition de M. Lombardo n'a pas traîné : « Les centres d'accueil sont mieux au Sud, le climat est plus convenable » a fait valoir la Ligue du Nord.

Tout se passe comme s'il fallait montrer aux nouveaux arrivants et à ceux qui seraient tentés de les imiter qu'ils sont tombés dans un piège. « Aucune région ne veut les accueillir », justifie Ignazio La Russa, le ministre de la défense.

Dimanche, une poignée d'élus de la province de Catane, ceints de leur écharpe tricolore, s'est rassemblée avec un millier d'habitants pour une protestation devant la Résidence des Orangers à Mineo. Ce vaste ensemble de maisonnettes d'un étage, construit initialement pour héberger le personnel de la base aérien-



Des immigrés tunisiens guettent, sur l'île de Lampedusa, le 27 mars, l'arrivée de bateaux pouvant les conduire en Sicile. ALBERTO PIZZOLI/AFP

ne de l'OTAN à Sigonella, abrite désormais 1500 immigrés. Inauguré en février par le président du conseil, Silvio Berlusconi, sa capacité totale est de 7 000 places.

Giuseppe Castania, le maire de Mineo, qui a accepté de voir la Résidence des Orangers transformée en « village de la solidarité » a l'impression de s'être fait avoir. « Le projet est mal défini, se plaint-il. On ne nous explique pas sa finalité, ni sa durée. On nous a parlé d'une expérimentation. Mais c'est impensable de vouloir tenir enfermées 1500 personnes. Nous ne savons même pas si d'autres immigrés doivent arriver. »

Village de tentes

En écho, le maire de Manduria (Pouilles), où les pompiers édifient en toute hâte un village de tentes dans lesquelles 300 Tunisiens ont déjà pris place, a demandé lui aussi la garantie au gouver-

nement « que le centre restera temporaire ». Peu à peu, l'accueil jusqu'alors plutôt chaleureux des habitants du Mezzogiorno envers les exilés du Maghreb s'est changé en franche hostilité à l'approche de la saison touristique. « L'exode biblique » claironné par le gouvernement fait craindre une situation ingérable. A Lampedusa, des habitants se sont opposés au montage de tentes de secours. A Manduria, des riverains ont voulu barrer l'accès du centre d'accueil. A Mineo, les producteurs d'orange dénoncent des vols.

Peurs imaginaires ou angoisse réelle ? Le débat s'enflamme à l'approche des élections municipales de mai. Pour la Ligue du Nord, dont Roberto Maroni, le ministre de l'intérieur, est une des figures de proue, il n'est pas question de laisser dire qu'elle aurait failli dans sa mission de tarir l'immigration clandestine. « Il faut renvoyer les immi-

grés chez eux ! », tonne Umberto Bossi, le président du parti. M. Lombardo, qui préside un parti autonomiste sicilien, ne veut pas paraître moins ferme, et évoque les « mitraillettes » de ses administrés pour se protéger de l'insécurité.

M. Castania, lui, cherche une voie médiane, entre l'accueil dû aux nouveaux arrivants et les craintes de ses concitoyens. « Nous n'avons rien contre les Tunisiens. Mais la Sicile ne peut malheureusement pas les intégrer. Nous sommes trop pauvres », explique-t-il.

Silvio Berlusconi a promis de mettre la question de l'immigration au programme du prochain conseil des ministres. Sans attendre l'issue des débats, certains des Tunisiens de Mineo ont déjà pris la tangente. Une cinquantaine de migrants ont fui dans la nuit de samedi à dimanche. « Ici, c'est Guantanamo », lâche l'un d'eux. ■

Philippe Ridet